



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
AVIS CORRECTIF  
IMPOT SUR LE REVENU/PS 2021**



FINANCES PUBLIQUES

SIP HAUTES-PYRENEES  
SA TARBES  
1 BRD DU MARECHAL JUIN  
65023 TARBES CEDEX 9

Coordonnées et références :

TEL : 05 62 44 40 50

5454-004760-0011-0

Courriel :  
Utilisez votre messagerie sécurisée dans  
votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

LECLERCQ ELODIE  
CHEZ MONSIEUR REDONDO JEAN LUC  
1 T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT

Accueil du public :  
Horaires d'ouverture sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr),  
rubrique « Nous contacter »

Service :  
TARBES

Régularisation du paiement :  
SIP HAUTES-PYRENEES

Lieu d'imposition :  
0001T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT

Numéro de facture : 2265A00839255  
Numéro de rôle : 011/2022

Numéro d'affaire : 45022021476  
Numéro de certificat : 22028/00075/1C01

Revenu fiscal de référence : 30339  
Numéro de dégrèvement : 2265A00839255A  
Date de correction : 22/10/2022  
Date de la décision : 31/10/2022

Tarbes, le 07/11/2022

Bonjour,

La correction en ligne de votre déclaration donne lieu à un dégrèvement et/ou une restitution de 0 euro.

L'avis d'impôt rectifié ci-joint annule et remplace le précédent.

Je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Par délégation du directeur, le responsable du service  
Pascale MARGNAC  
Chef de service comptable



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

IMPOT SUR LE REVENU/PS 2021  
AVIS CORRECTIF

Rôle	011	Rôle primitif	011	Mise en recouvrement	
Date de majoration		Date d'édition du présent document	07/11/2022		
Trait.	23	CI CB	0450	SA 021	SIP/TRES 028
INSP.		Né(e)	1977	Né(e)	
N° fiscal dec. 1 :	0129370963071	N° fiscal dec. 2 :			

AFT:

0001T CHE DES ECUREUILS  
BARBAZAN DEBAT  
65690 BARBAZAN DEBAT

SIP HAUTES-PYRENEES  
SA TARBES  
1 BRD DU MARECHAL JUIN  
65023 TARBES CEDEX 9

LECLERCQ ELODIE  
CHEZ MONSIEUR REDONDO JEAN LUC  
1 T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT

Situation du foyer	D	Cas particulier	T	Résidence exclusive	3	Résidence alternée	Enfants mineurs ou handicapés	Enfants majeurs célibataires	Enfants mariés	Personnes recueillies handicapées	NOMBRE DE PARTS
				Enfants mineurs ou handicapés	Dont enfants handicapés	Dont enfants handicapés					3,50

IMPOT SUR LE REVENU

Detail des revenus	Declar. 1	Total
Salaires	28763	
Deduction 10% ou frais reels	- 2876	
Pensions alimentaires percues	4860	
Abattement special de 10%	- 486	
Salaires, pensions, rentes nets	30261	30261
Revenu brut global		30261
CSG deductible		0

Revenu imposable				30261
Revenus au taux forfaitaire	Taux	12,8%	Montant	78
Impot sur les revenus soumis au bareme (14)				0

REDUCTIONS D'IMPOT (15)	Montant declare	Montant retenu	Montant reduction
Forfait scolaire : Nombre d'enfants	2	2	
Montant de la reduction d'impot			0
Total des reductions d'impot (20)			- 0
Impot proportionnel			+ 10

Impot total avant credits d'impot		10
CREDITS D'IMPOT, IMPUTATIONS	Montant declare	Montant retenu

Suite en page suivante >>>

**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**IMPOT SUR LE REVENU/PS 2021  
AVIS CORRECTIF**

AFT:

0001T CHE DES ECUREUILS  
BARBAZAN DEBAT  
65690 BARBAZAN DEBAT

SIP HAUTES-PYRENEES  
SA TARBES  
1 BRD DU MARECHAL JUIN  
65023 TARBES CEDEX 9

LECLERCQ ELODIE  
CHEZ MONSIEUR REDONDO JEAN LUC  
1 T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT



Rôle 011	Rôle primitif 011	Mise en recouvrement
Date de majoration	Date d'édition du présent document	07/11/2022
Trait. 23	CI CB 0450	SA 021 SIP/TRES 028
INSP.	Ne(e) 1977	Ne(e)
N° fiscal dec. 1 :	0129370963071	N° fiscal dec. 2 :

Situation du foyer	D	Cas particulier	T	Enfants mineurs ou handicapés	Résidence exclusive Dont enfants handicapés	Enfants mineurs ou handicapés	Résidence alternée Dont enfants handicapés	Enfants majeurs célibataires	Enfants mariés	Personnes recueillies handicapées	NOMBRE DE PARTS
				3							3,50

>>> Suite de votre avis

Prelevement forfaitaire déjà verse sur revenus de capitaux mobiliers	4	4 -	4
Cotisations syndicales	156	156	
Montant du credit d'impôt calcule		-	103

IMPOT NET

Total de l'impôt sur le revenu net	-	97
------------------------------------	---	----

**PRELEVEMENTS SOCIAUX**

Détail des revenus	CSG - CRDS	PREL SOL
Revenus de capitaux mobiliers (44)	50	50
BASE IMPOSABLE	50	50
Taux de l'imposition	9,70%	7,50%
Montant de l'imposition	5	4
Total des prelevements sociaux nets		9

**CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2021 :**

**IMPOT SUR LE REVENU**

Impot sur le revenu 2021 du (53):	-	97
Avance perçue sur les réductions et crédits d'impôt :	+	62
Solde d'impôt sur les revenus 2021 :	-	35

**PRELEVEMENTS SOCIAUX**

Solde des prelevements sociaux 2021 (53):	*	0
---	---	---

Suite en page suivante >>>



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

IMPOT SUR LE REVENU/PS 2021  
AVIS CORRECTIF

Rôle	011	Rôle primitif	011	Mise en recouvrement	
Date de majoration		Date d'édition du présent document	07/11/2022		
Trait	23	CI CB	0450	SA 021	SIP/TRES 028
INSP.		Né(e)	1977	Né(e)	
N° fiscal dec. 1 :	0129370963071	N° fiscal dec. 2 :			

AFT:

0001T CHE DES ECUREUILS  
BARBAZAN DEBAT  
65690 BARBAZAN DEBAT

SIP HAUTES-PYRENEES  
SA TARBES  
1 BRD DU MARECHAL JUIN  
65023 TARBES CEDEX 9

LECLERCQ ELODIE  
CHEZ MONSIEUR REDONDO JEAN LUC  
1 T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT

Situation du foyer	D	Cas particulier	T	Enfants mineurs ou handicapés	Résidence exclusive Dont enfants handicapés	Résidence alternée Dont enfants handicapés	Enfants mineurs ou handicapés	Enfants majeurs célibataires	Enfants mariés	Personnes recueillies handicapées	NOMBRE DE PARTS
				3							3,50

>>> Suite de votre avis

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES  
Revenu fiscal de reference (25)

30339

MONTANT DE LA RESTITUTION  
Montant de votre impot net  
Prelevements anterieurs  
Restitution anterieure a ajouter

- 35  
- 62  
+ 97  
= 0

Montant de la restitution

Informations indiquees pour memoire  
RCM deja soumis aux prelevements sociaux avec CSG deductible (19)

28

PLAFOND EPARGNE RETRAITE  
Le plafond disponible pour la deduction des cotisations versees en 2022, pour la declaration des revenus a souscrire en 2023 est de :

Plafond total de 2020	Declar. 1	14158
Plafond non utilise pour les revenus de 2019		3973
Plafond non utilise pour les revenus de 2020	+	4052
Plafond non utilise pour les revenus de 2021	+	4114
Plafond calcule sur les revenus de 2021	+	4114

Plafond pour les cotisations versees en 2022 = 16253

Cet avis fait suite a votre declaration corrective effectuee par internet.

Le present avis complete et remplace le precedent (37)

PRELEVEMENT A LA SOURCE

Attention, ces informations ne prennent pas en

Suite en page suivante >>>



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

IMPOT SUR LE REVENU/PS 2021  
AVIS CORRECTIF

Rôle	011	Rôle primitif	011	Mise en recouvrement	
Date de majoration		Date d'édition du présent document	07/11/2022		
Trait.	23	CI CB	0450	SA	021 SIP/TRES 028
INSP.		Né(e)	1977	Né(e)	
N° fiscal dec. 1 :	0129370963071	N° fiscal dec. 2 :			

AFT:

0001T CHE DES ECUREUILS  
BARBAZAN DEBAT  
65690 BARBAZAN DEBAT

SIP HAUTES-PYRENEES  
SA TARBES  
1 BRD DU MARECHAL JUIN  
65023 TARBES CEDEX 9

LECLERCQ ELODIE  
CHEZ MONSIEUR REDONDO JEAN LUC  
1 T CHE DES ECUREUILS  
65690 BARBAZAN DEBAT

Situation du foyer	D	Cas particulier	T	Résidence exclusive	Enfants mineurs ou handicapés	3	Résidence alternée	Enfants mineurs ou handicapés	Enfants majeurs célibataires	Enfants mariés	Personnes recueillies handicapées	NOMBRE DE PARTS	3.50
--------------------	---	-----------------	---	---------------------	-------------------------------	---	--------------------	-------------------------------	------------------------------	----------------	-----------------------------------	-----------------	------

>>> Suite de votre avis

compte les actions que vous avez pu réaliser sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) depuis la constitution du présent avis.

Taux personnalisée qui sera utilisée par votre organisme collecteur (employeur, caisse de retraite ...) pour le prélèvement à la source sur votre revenu net imposable

Taux pour le foyer

0,00%

### Vos démarches

- ⇒ Sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) : Accéder à votre espace particulier pour télécharger vos déclarations et avis d'impôts, déposer vos réclamations et poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.
- ⇒ Par courriel : Utiliser votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)
- ⇒ Par téléphone : Le 0 809 401 401\* du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h, pour des renseignements généraux. Votre centre des finances publiques pour toute autre question personnelle (coordonnées au recto de ce document).
- ⇒ Sur place : Votre centre des finances publiques pour obtenir des renseignements sur le paiement ou le montant de votre impôt (coordonnées au recto de ce document), horaires sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

\* (Service gratuit + coût de l'appel)

### Comment vérifier le montant de votre impôt ?

Votre impôt a été calculé à partir des informations portées sur votre déclaration de revenus.  
Vous pouvez en vérifier le montant sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).

### IMPORTANT : conservez votre avis d'impôt, donnez une photocopie

- ⇒ Si un organisme vous demande votre avis d'impôt, donnez-lui une photocopie.
- ⇒ Indépendamment des sanctions fiscales encourues le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-6 du code pénal.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

### EXPLICATIONS DES RENVOIS DU RECTO DU PRÉSENT AVIS

Veuillez vous reporter aux explications indiquées au verso de l'avis que vous avez reçu à votre domicile.

Pour les données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès du service dont émane le présent document.



2D-DOC

La notice de cet avis est disponible en [cliquant ici](https://impots.gouv.fr) ou sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SIP HAUTES-PYRENEES  
1 BD DU MARECHAL JUIN  
65000 TARBES

### Vos références

**Numéro fiscal (C) :** 08 49 751 767 158

**Référence de l'avis :** 22 65 0010574 34

**Adresse d'imposition au 01/01/2022 :**

9 LOT JEAN JACQUES LATOUR

65500 VIC EN BIGORRE

**Numéro FIP :** 650 57 46 0955096789 3 A

**Numéro de rôle :** 011

**Date d'établissement :** 11/07/2022

**Date de mise en recouvrement :** 31/07/2022

**Identifiant service :** 65028

RAVISSOT FABIEN

9 LOT JEAN JACQUES LATOUR

65500 VIC EN BIGORRE

### Somme qu'il vous reste à payer

**153,00 €**

Cette somme sera prélevée le 26 septembre 2022.

### Vos contacts



#### Par messagerie sécurisée

dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)



#### Par téléphone

au 0 809 401 401 \*

du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h



#### Sur place

auprès de votre centre des finances publiques  
(horaires sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « Contact »)

SIP HAUTES-PYRENEES

SAID TARBES

1 BRD DU MARECHAL JUIN

65023 TARBES CEDEX 09

**Compte qui sera débité :** FR76 1005 7190 610X XXXX XXX0 695

Identifiant de la banque : CMCIFRPPXXX

Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Référence Unique Mandat : FR46ZZZ0050020H49G5A767518PAS1A22

La date du prélèvement se substitue à la date limite de paiement fixée au 15/09/2022.

**Revenu fiscal de référence :**

**21 383**

**Nombre de parts :**

**1,00**

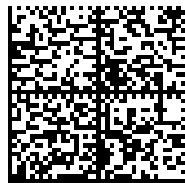
Plus de détails dans la (les) page (s) suivante (s).

Cet avis fait suite à la déclaration, en 2022, de vos revenus 2021. Le montant porté sur cet avis prend en compte les prélèvements et retenues à la source qui ont pu être réalisés en 2021.

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options ...), rendez-vous sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

\* (service gratuit + coût de l'appel)

Déclarant 1 - Nom de naissance : RAVISSOT



situation du foyer	cas particulier		enfants majeurs célibataires		enfants mariés	personnes recueillies handicapées
D						
RÉSIDENCE EXCLUSIVE			RÉSIDENCE ALTERNÉE			NOMBRE DE PARTS
enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés		enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés		
						1,00

Détail des revenus	Déclar. 1			Total
Salaires.....	16421			
Heures supplémentaires non exonérées.....	0			
Total des salaires et assimilés <sup>2</sup> .....	16421			
Déduction 10% ou frais réels.....	- 1642			
Pensions, retraites, rentes.....	10113			
Abattement spécial de 10%.....	- 1011			
Salaires, pensions, rentes nets.....	23881			23881
Revenu brut global.....				23881
CHARGES DEDUCTIBLES DU REVENU GLOBAL <sup>10</sup>		Montant déclaré	Montant retenu	
Pensions alimentaires <sup>16</sup> .....		4860	4860	
Total des charges déduites <sup>11</sup> .....				- 4860
Revenu imposable.....				19021
Impôt sur les revenus soumis au barème <sup>14</sup>				968
Décote.....				- 352
IMPOT NET				
Total de l'impôt sur le revenu net.....				616
CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2021 :				
IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu 2021 dû <sup>53</sup> :				616
Retenue à la source prélevée en 2021 par vos verseurs de revenus :				- 463
Solde d'impôt sur les revenus 2021 :.....				153
TOTAL DE VOTRE IMPOSITION NETTE RESTANT A PAYER				153
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES				
Revenu fiscal de référence <sup>25</sup> .....				21383
Revenus exonérés		Déclar. 1		
Heures supplémentaires.....	Déclarées	2624		
Heures supplémentaires.....	Nettes	2362		

Suite en page suivante >>>

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques jusqu'au 31 décembre 2024 (dans les conditions prévues aux articles R\* 190-1 et R\* 196-1 du livre des procédures fiscales).

Retrouvez dans la notice des précisions sur le traitement algorithmique ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail.

>>> Suite de votre avis

PLAFOND EPARGNE RETRAITE

Le plafond disponible pour la déduction des cotisations versées en 2022, pour la déclaration des revenus à souscrire en 2023 est de :

Plafond total de 2020.....	Déclar. 1	16062
Plafond non utilisé pour les revenus de 2019.....		3973
Plafond non utilisé pour les revenus de 2020.....	+	4052
Plafond non utilisé pour les revenus de 2021.....	+	4114
Plafond calculé sur les revenus de 2021.....	+	4114
Plafond pour les cotisations versées en 2022.....	=	16253

PRELEVEMENT A LA SOURCE 2022

Retrouvez l'ensemble de vos informations et vos éventuelles options sur [impots.gouv.fr/votre espace particulier/gérer mon prélèvement à la source](https://impots.gouv.fr/votre-espace-particulier/gerer-mon-prelevement-a-la-source) ou en appelant le 0809 401 401

Mon frère, ma sœur et moi sommes en garde totale chez notre mère. C'est ma mère qui se charge de tout nos frais, c'est pourquoi mon père lui verse une pension alimentaire. Je vous joins donc les jugements qui concernent l'organisation de la garde.

Selon le jugement en date du 16 novembre 2020, la résidence est fixée au domicile de ma mère, mais l'autorité parentale est exercée conjointe par les parents.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TARBES**

**JUGEMENT**

N° MINUTE : 19/844

Audience du 06 Juin 2019  
Jugement du 11 Juillet 2019

JAF

N° RG 18/00634 - N° Portalis DB2B-W-B7C-DJS3  
20J Demande en divorce autre que par consentement mutuel  
**Elodie Fanny Valérie LECLERCQ épouse RAVISSOT**  
c/  
**Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**

A l'audience non publique où était présente Madame RIGAULT Anne-Laure, Vice - Présidente juge au Tribunal de Grande Instance de TARBES, déléguée aux Affaires Familiales, assistée de Madame DAVID Gwendoline, Greffier, avons rendu le jugement dont la teneur suit :

**ENTRE :**

**Madame Elodie Fanny Valérie LECLERCQ épouse RAVISSOT**  
70 rue Georges Clémenceau  
65000 TARBES

**DEMANDERESSE**, partie représentée par Me Lizzie ARANDA, avocat au barreau de TARBES

**D'UNE PART**

**ET :**

**Monsieur Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**  
12 Bis Lotissement Lahitte  
65460 BOURS

**DÉFENDEUR**, partie représentée par la SCP BAQUE-GIRAL, avocats au barreau de TARBES

**D'AUTRE PART**

## SITUATION FAMILIALE ET PROCEDURE

Mme Elodie LECLERCQ et M. Fabien RAVISSOT se sont mariés le 8 aout 2009 devant l'officier de l'état-civil de la commune de BOURS (65), sans avoir fait précéder cette union d'un contrat de mariage.

De cette union sont issus les enfants, Maïwen RAVISSOT, née le 4 février 2004, Swan RAVISSOT, né le 12 juillet 2006 et Eden RAVISSOT, née le 10 aout 2011

Le 23 avril 2018, Mme Elodie LECLERCQ a déposé au greffe une requête en sur le fondement de l'article 251 du code civil.

Par ordonnance du 27 juin 2018, le Juge Aux Affaires Familiales, constatant la non conciliation des époux, a :

- constaté que les époux acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de celle-ci,
- autorisé les époux introduire l'instance en divorce,
- constaté que les époux résidaient séparément,
- attribué à l'époux la jouissance du domicile conjugal et du mobilier le garnissant à titre onéreux à charge pour lui de régler le crédit immobilier à titre d'avance sur la liquidation du régime matrimonial,
- attribué l'époux la jouissance du véhicule MAZDA et du véhicule PEUGEOT EXPERT et à l'épouse la jouissance du véhicule TOURAN VOLKSWAGEN,
- Dit que les deux parents exerceront en commun l'autorité parentale à l'égard des enfants communs,
- fixé alternativement leur résidence principale au domicile de chacun des parents selon une périodicité définie au gré des parties, ou à défaut en période scolaires et pendant les petites vacances scolaires : vendredi 18 heures au vendredi suivant 18 heures, les semaines paires chez la mère et les semaines impaires chez le père,
- pendant les vacances scolaires d'été et de Noël: résidence habituelle des enfants chez le père la première moitié les années impaires et la seconde moitié les années paires, et chez la mère la première moitié les années paires et la seconde moitié les années impaires, l'été étant fractionné par quinzaine, les enfants passeront le 24 décembre les années paires chez le père, et les années impaires chez la mère.
- Dit que les modalités de la résidence alternée seront modifiables avec l'accord des deux parties, à condition de respecter un délai de prévenance raisonnable,
- dit que les frais concernant les enfants (frais scolaires, extra-scolaires, voyages scolaires, médicaux non remboursés) seront partagés par moitié entre les parents,
- réservé les dépens.

Par acte d'huissier en date du 21 novembre 2018, Mme Elodie LECLERCQ a fait assigner son époux en divorce sur le fondement des articles 233 et 234 du code civil avec toutes suites et conséquences de droit.

Dans ses écritures signifiées via le RPVA le 25 avril 2019 auxquelles il convient de se référer pour un exposé complet des motifs, M. Fabien RAVISSOT a sollicité :

- reconventionnellement le prononcé du divorce sur le fondement des articles 233 et 234 du Code Civil avec toutes suites et conséquences de droit,
- de voir homologuer la convention notariée établie par Me Nicolas DUPOUY, Notaire et signée le 28 décembre 2018 et réglant les conséquences du divorce,
- de dire conjoint l'exercice de l'autorité parentale,
- de fixer alternativement au domicile de chacun des parents la résidence habituelle des enfants communs selon un rythme hebdomadaire décompté du vendredi 20 h au vendredi suivant 20 h ; précision étant faite que le week-end de la fête des mères sera réservé à la mère tout comme celui de la fête des pères le sera au père, à charge pour le parent qui exerce son droit d'accueil d'aller chercher et de ramener les enfants au domicile de l'autre,
- dire qu'à défaut de meilleur accord les vacances scolaires seront partagées, la première moitié des vacances les années impaires chez le père et la seconde moitié les années paires et inversement pour la mère, précision étant faite que l'alternance se fera par quinzaine durant les vacances d'été, que les enfants passeront le 24 décembre chez le père les années paires et chez la mère les années impaires de 18 h jusqu'au lendemain 11 h, à charge pour le parent qui exerce son droit d'accueil d'aller chercher et de ramener les enfants au domicile de l'autre,
- dire que les frais des enfants seront partagés par moitié des enfants une fois épuisé le montant de l'allocation de rentrée scolaire versée à la mère, à charge pour chaque parent de justifier du montant de la dépense auprès de l'autre,
- statuer sur ce que de droit quant aux dépens. .

Dans ses écritures récapitulatives signifiées via le RPVA le 14 mai 2019 auxquelles il convient de se référer pour un exposé complet des motifs, Mme Elodie LECLERCQ a sollicité :

- le prononcé du divorce sur le fondement des articles 233 et 234 du Code Civil avec toutes suites et conséquences de droit,
- de voir homologuer la convention notariée signée le 28 décembre 2018 et réglant les conséquences du divorce,
- de reconduire les mesures provisoires relatives aux enfants communs,
- débouter M. Fabien RAVISSOT de sa demande de modification de l'horaire chaque parent débute sa semaine de garde,
- débouter M. Fabien RAVISSOT de sa demande visant à voir juger que le partage des frais par moitié des enfants ne débutera qu'une fois épuisé le montant de l'allocation de rentrée scolaire versée à la mère par la Caisse d'allocations familiales,
- dire que les frais concernant les enfants (frais scolaires, extra-scolaires, voyages scolaires,
- médicaux non remboursés) seront partagés par moitié entre les parents,
- statuer ce que de droit concernant les dépens.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 16 mai 2019.

Appelée à l'audience du 6 juin 2019, l'affaire a été mise en délibéré par mise à disposition au greffe, au 11 juillet 2019.

## **MOTIFS DE LA DÉCISION**

Par application de l'article 257-2 du code civil, il convient de déclarer recevable la demande en divorce pour lesdites dispositions avoir été respectées (proposition de règlement des intérêts pécuniaires et patrimoniaux des époux).

### **Sur le divorce**

Aux termes des articles 233 et 234 du Code Civil, le divorce peut être demandé par l'un ou l'autre des époux ou par les deux lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de celle-ci. S'il a acquis la conviction que chacun des époux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences.

Les deux époux ont accepté librement le principe de la rupture du mariage devant le Juge aux Affaires Familiales chargé de la conciliation et ont régularisé un procès-verbal conforme aux dispositions de l'article 1123 du Code de Procédure Civile.

De par cette acceptation, non susceptible de rétractation, la cause du divorce est acquise et il y a lieu de prononcer le divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage en application de l'article 233 du code civil.

### **Sur la date des effets du divorce.**

L'article 262-1 du code civil édicte que le jugement de divorce prend effet dans les rapports entre les époux en ce qui concerne leurs biens à la date de l'ordonnance de non conciliation.

La juridiction n'étant saisie d'aucune demande contraire, il convient de dire que le divorce prendra effet le 27 juin 2018.

### **Sur les avantages matrimoniaux**

L'article 265 du code civil prévoit la révocation de plein droit des avantages matrimoniaux qui ne prennent effet qu'à la dissolution du régime matrimonial ou du décès de l'un des époux et des dispositions à cause de mort qui ont pu être accordées au conjoint, par contrat de mariage ou pendant l'union.

### **Sur la liquidation et le partage des intérêts patrimoniaux ;**

Aux termes des dispositions de l'article 268 du Code civil les époux peuvent, pendant l'instance, soumettre à l'homologation du juge des conventions réglant tout ou partie des conséquences du divorce. Le juge, après avoir vérifié que les intérêts de chacun des époux et des enfants sont préservés, homologue les conventions en prononçant le divorce.

Les parties sollicitent l'homologation de la convention notariée signée le 28 décembre 2018 et réglant les conséquences du divorce.

Par application de l'article 268 du Code Civil, il convient d'homologuer ladite convention dressée par Me Nicolas DUPOUY, Notaire.

### **Sur les conséquences du divorce pour les enfants mineurs.**

Les parties s'accordent pour solliciter la reconduction des mesures provisoires ordonnées par le juge conciliateur et relatives à l'autorité parentale conjointe et sur le principe de la résidence alternée des enfants communs.

Il s'agit de constater que ces mesures apparaissent conformes à l'intérêt des enfants communs, aucun élément de nature à les remettre en cause n'étant par ailleurs produit.

Il sera statué ainsi, sauf à rappeler que l'exercice en commun de l'autorité parentale implique que les parents doivent prendre ensemble les décisions importantes concernant notamment la santé, l'orientation scolaire et l'éducation religieuse, et s'informer réciproquement sur l'organisation de la vie de l'enfant (vie scolaire, sportive, culturelle, traitement médicaux, loisirs, vacances ...), de sorte que chacun des parents doit être totalement informé du suivi médical, scolaire et psychologique de chacun des enfants communs.

Concernant les heures de début de la résidence alternée, il convient de constater qu'il n'est pas démontré que l'intérêt des enfants communs serait de débiter la résidence alternée à 20 heures, heure tardive pour l'enfant cadette, et non à 18 heures.

Il convient de dire que le lieu de domiciliation des enfants débutera tous les vendredis soir à 18 heures.

Concernant le partage de l'allocation de rentrée scolaire puisqu'il s'agit là de la demande implicite de M. Fabien RAVISSOT, lequel sollicite que sa participation aux frais exceptionnels ne débute qu'après épuisement de ladite allocation, il convient de rappeler l'incompétence de la présente juridiction à statuer sur les allocations familiales.

Il convient donc de reconduire les mesures financières telles que précédemment ordonnées et telles que sollicitées par les parties (excepté relativement au partage susmentionné).

Il convient de constater que :

- M. Fabien RAVISSOT perçoit un revenu global de 1400 € par mois au titre de son revenu de technicien atelier établissement AGEST, outre une pension militaire de 791 € par mois, réglant le crédit immobilier de 760 € .
- Mme Elodie LECLERCQ perçoit un revenu de 2350 € par mois en qualité d'infirmière à l'hôpital de LANNEMEZAN, vit en concubinage et partage les charges de logement et les charges courantes.

### Sur l'exécution provisoire du jugement

Aucune circonstance particulière de l'espèce ne justifie d'assortir le présent jugement de l'exécution provisoire, étant précisé que les mesures relatives aux enfants sont exécutoires de droit à titre provisoire, en application de l'article 1074-1 du code de procédure civile.

### Sur les dépens .

Conformément aux dispositions de l'article 1125 du code de procédure civile il y a lieu d'ordonner le partage des dépens par moitié entre les parties.

### PAR CES MOTIFS

**Anne-Laure RIGAULT, Juge aux Affaires Familiales,** statuant par mise à disposition au greffe, par jugement contradictoire, en premier ressort, après débats en Chambre du conseil ;

Vu l'ordonnance du 27 juin 2018 ayant autorisé les époux à introduire l'instance en divorce;

**Prononce**, sur le fondement de l'article 233 du code civil, le divorce des époux Elodie LECLERCQ et M. Fabien RAVISSOT

**Ordonne** la mention du dispositif du présent jugement en marge de l'acte de mariage et sa mention en marge des actes de naissance des époux.

Homologue la convention notariée portant règlement des conséquences du divorce, convention dressée par Me Nicolas DUPOUY, Notaire et signée par les parties le 28 décembre 2018.

**Rappelle** que le jugement de divorce prend effet dans les rapports entre les époux en ce qui concerne leurs biens à la date de l'ordonnance de non conciliation.

**Rappelle** que le divorce emporte la révocation de plein droit des avantages matrimoniaux qui ne prennent effet qu'à la dissolution du régime matrimonial ou du décès de l'un des époux et des dispositions à cause de mort qui ont pu être accordées au conjoint, par contrat de mariage ou pendant l'union.

### **Concernant les enfants mineurs:**

**Dit** que les deux parents exerceront en commun l'autorité parentale à l'égard des enfants communs Maïwen RAVISSOT, née le 4 février 2004, Swan RAVISSOT, né le 12 juillet 2006 et Eden RAVISSOT, née le 10 août 2011.

**Rappelle** que l'exercice en commun de l'autorité parentale implique que les parents doivent prendre ensemble les décisions importantes concernant notamment la santé, l'orientation scolaire et l'éducation religieuse, et s'informer réciproquement sur l'organisation de la vie de l'enfant (vie scolaire, sportive, culturelle, traitement médicaux, loisirs, vacances ...).

Fixe **alternativement** leur résidence principale au domicile de chacun des parents selon une périodicité définie au gré des parties, ou à défaut:

- en période scolaires et pendant les petites vacances scolaires : vendredi 18 heures au vendredi suivant 18 heures, les semaines paires chez la mère et les semaines impaires chez le père,
- pendant les vacances scolaires d'été et de Noël: la résidence habituelle des enfants chez le père la première moitié les années impaires et la seconde moitié les années paires, et chez la mère la première moitié les années paires et la seconde moitié les années impaires, l'été étant fractionné par quinzaine,
- les enfants passeront le 24 décembre chez le père les années paires et chez la mère les années impaires de 18 h jusqu'au lendemain 11 h, à charge pour le parent qui exerce son droit d'accueil d'aller chercher et de ramener les enfants au domicile de l'autre.

**DIT** que les modalités de la résidence alternée seront modifiables avec l'accord des deux parties, à condition de respecter un délai de prévenance raisonnable.

**Dit** que par dérogation, les enfants résideront la fin de semaine englobant la fête des pères chez leur père et la fin de semaine englobant la fête des mères chez leur mère, les règles habituelles précédemment établies s'appliquant pour les autres fins de semaine du mois considéré, à charge pour le parent qui exerce son droit d'accueil d'aller chercher et de ramener les enfants au domicile de l'autre.

**DIT** que le carnet de santé des enfants, ainsi que leur pièce d'identité s'ils en possèdent une, doivent rester dans ses affaires personnelles pour le suivre chez chacun de leurs parents.

**DIT** que les frais concernant les enfants (frais scolaires, extra-scolaires, voyages scolaires, médicaux non remboursés) seront réglés par moitié par les parents.

Ordonne le partage par moitié des dépens entre les parties

**Rappelle** que les mesures relatives à l'exercice de l'autorité parentale et à la pension alimentaire sont exécutoires de plein droit, nonobstant appel.

**AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ À TARBES, le ONZE JUILLET DEUX MIL DIX NEUF**

**LE GREFFIER**  
DAVID Gwendoline

**LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**  
RIGAULT Anne-Laure

Ministère : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
TARBES

Le 05/10/2019 Dossier N° 9 00035079, référence : 6504P01 2019 N 00721  
Enregistrement : 5515 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : Trois mille cinq cent quinze Euros  
Montant restant : Trois mille cinq cent quinze Euros  
L'agent administratif des finances publiques



**JUGEMENT DU JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**

N° MINUTE : 20 / 904

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JAF

N° RG 19/01565 - N° Portalis DB2B-W-B7D-DR2J

22C Demande de modification de la contribution à l'entretien des enfants - après divorce ou séparation de corps -

AFFAIRE :

**Valérie LECLERCQ divorcée RAVISSOT**

c/

**Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**

Audience du 13 Octobre 2020

Jugement du 16 Novembre 2020

Nous, RIGAULT Anne-Laure, Vice - Présidente du Tribunal judiciaire de TARBES, étant en notre Cabinet au Palais de Justice de la dite ville, agissant en qualité de Juge aux Affaires Familiales, assistée lors des débats et de la mise à disposition au greffe de DAVID Gwendoline, Greffier, avons rendu le jugement dont la teneur suit :

**ENTRE :**

**Madame Valérie LECLERCQ divorcée RAVISSOT**  
70 Rue Georges Clémenceau  
65000 TARBES

**DEMANDERESSE**, Comparante, assistée de Me Lizzie ARANDA, avocat au barreau de TARBES

**D'UNE PART**

**ET :**

**Monsieur Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**  
12 Bis Lotissement Lahitte  
65460 BOURS

**DÉFENDEUR**, Comparant, assisté de Me Sylvie GAULET de la SCP BAQUE-GIRAL, avocats au barreau de TARBES

**D'AUTRE PART**

Il résulte des pièces du dossier et/ou des débats que chaque mineur capable de discernement concerné par la présente procédure, a été informé de son droit à être entendu et à être assisté par un avocat, conformément aux dispositions de l'article 388-1 d. Code Civil ;

## FAITS ET PROCEDURE

Mme Valérie LECLERCQ et M. Fabien RAVISSOT se sont mariés le 8 août 2009 devant l'officier de l'état-civil de la commune de BOURS (65), sans avoir fait précéder cette union d'un contrat de mariage.

De cette union sont issus les enfants, Maïwen RAVISSOT, née le 4 février 2004, Swan RAVISSOT, né le 12 juillet 2006 et Eden RAVISSOT, née le 10 août 2011

Par jugement contradictoire en date du 6 juin 2019, le juge aux affaires familiales du Tribunal de Grande Instance de TARBES a

- prononcé le divorce d'entre les époux sur le fondement de l'article 233 du code civil avec toutes suites et conséquences de droit,
- constaté que l'autorité parentale est exercée en commun par les parents,
- fixé alternativement leur résidence principale au domicile de chacun des parents selon une périodicité définie au gré des parties, ou à défaut:
- en période scolaires et pendant les petites vacances scolaires : vendredi 18 heures au vendredi suivant 18 heures, les semaines paires chez la mère et les semaines impaires chez le père,
- pendant les vacances scolaires d'été et de Noël: la résidence habituelle des enfants chez le père la première moitié les années impaires et la seconde moitié les années paires, et chez la mère la première moitié les années paires et la seconde moitié les années impaires, l'été étant fractionné par quinzaine,
- les enfants passeront le 24 décembre chez le père les années paires et chez la mère les années impaires de 18 h jusqu'au lendemain 11 h, à charge pour le parent qui exerce son droit d'accueil d'aller chercher et de ramener les enfants au domicile de l'autre,
- dit que les modalités de la résidence alternée seront modifiables avec l'accord des deux parties, à condition de respecter un délai de prévenance raisonnable,
- dit que les frais concernant les enfants (les frais scolaires, extra-scolaires, voyages scolaires, médicaux non remboursés) seront réglés par moitié par les parents,
- Ordonne le partage par moitié des dépens entre les parties.

Suivant requête déposée le 6 novembre 2019, Mme Valérie LECLERCQ a saisi le juge aux affaires familiales de TARBES pour voir modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Par jugement avant dire droit en date du 24 juin 2020, le Juge aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance de TARBES a :

- Rappelé que l'autorité parentale sera exercée conjointe par les parents sur les enfants mineurs,
- Ordonné l'audition séparée des enfants Maïwen RAVISSOT, née le 4 février 2004, Swan RAVISSOT, né le 12 juillet 2006 en notre cabinet le 7 juillet 2020 à 13 heures,
- renvoyé l'affaire à l'audience du 13 octobre 2020 à 9 heures,
- Réservé les dépens.

Lors de l'audience du 13 octobre 2020, les parties ont comparu en personne, assistées de leurs Conseils respectifs.

Les parties ont indiqué qu'un accord est intervenu, au terme duquel, elles ont sollicité :

- la fixation de la résidence des enfants communs au domicile de la mère,
- que le père exercera son droit de visite et d'hébergement les fins de semaines paires du vendredi soir 18 heures au dimanche soir 18 heures, la première moitié des vacances scolaires les années impaires et la seconde moitié les années paires, l'été avec un fractionnement par quinzaine,
- les enfants passeront le 24 décembre chez le père les années paires et chez la mère les années impaires de 18 h jusqu'au lendemain 11 h,
- que la contribution du père à l'entretien et à l'éducation des enfants communs soit fixée à 135 € par mois et par enfant,
- que le père règle en sus la moitié des frais scolaires, extra-scolaires (limités aux frais d'adhésion), de santé non remboursés, de voyages scolaires, après accord préalable et sur justification de la dépense engagée.

Me ARANDA, assistant Mme Valérie LECLERCQ, a indiqué que Mme Valérie LECLERCQ perçoit un revenu moyen de 1800 € par mois en sa qualité d'infirmière à temps partiel (80%), outre les prestations familiales de 440 € par mois, vivre en concubinage, participant à hauteur de 650 € par mois aux frais courants.

Me GAULET, assistant M. Fabien RAVISSOT, a indiqué que M. Fabien RAVISSOT perçoit un revenu de 1500 € par mois en qualité de salarié dans un centre de loisir, outre une pension militaire de 780 € par mois, vivant seul réglant un crédit immobilier de 630€ par mois, outre un crédit automobile de 294 € par mois.

L'absence de procédure en assistance éducative a été vérifiée.

A l'issue de cette audience, tenue hors de la présence du public, la décision a été mise en délibéré au 16 novembre 2020.

### MOTIFS

A ce autorisée, Me ARANDA a communiqué le certificat de non appel de la précédente décision le 13 octobre 2020.

Vu l'article 388-1 du Code Civil;

#### Sur la modification de la résidence habituelle de les enfants, des droits de visite et d'hébergement du père,

Le Juge aux affaires Familiales règle les questions qui lui sont soumises en veillant spécialement à la sauvegarde des intérêts de les enfants mineurs.

Compte tenu de ce que les enfants résident depuis le mois d'octobre 2019 au domicile de la mère, et de l'accord intervenu, il convient de mettre en conformité le fait et le droit et fixer au domicile de Mme Valérie LECLERCQ la résidence habituelle des enfants mineurs.

Il convient également de fixer judiciairement les droits de visite et d'hébergement de M. Fabien RAVISSOT et de dire, conformément à l'accord intervenu que le père exercera son droit de visite et d'hébergement les fins de semaines paires du vendredi soir 18 heures au dimanche soir 18 heures, la première moitié des vacances scolaires les années impaires et la seconde moitié les années paires, l'été avec un fractionnement par quinzaine, et que enfants passeront le 24 décembre chez le père les années paires et chez la mère les années impaires de 18 h jusqu'au lendemain 1 h.

#### Sur la contribution du père à l'entretien et l'éducation des enfants communs

Selon les dispositions des articles 371-2 et 373-2-2 du Code Civil, chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation de l'enfant à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur.

En cas de séparation, la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant prend la forme d'une pension alimentaire versée par l'un des parents à l'autre. Le juge répartit les frais de déplacement et ajuste en conséquence le montant de la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant.

Il convient de préciser que l'obligation alimentaire, dont M. Fabien RAVISSOT est débiteur, est, par nature, prioritaire à toute autre, et doit être payée par priorité, les dépenses de loisirs, crédit à la consommation ou autre devant être contractées et payées après le paiement de la pension alimentaire. L'obligation alimentaire présente un caractère vital pour l'enfant.

Compte tenu de l'accord intervenu, il convient de fixer à 135 € par mois et par enfant la contribution du père à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs, et de dire que le père règlera en sus la moitié des frais scolaires, extra-scolaires (limités aux frais d'adhésion), de santé non remboursés, de voyages scolaires, après accord préalable et sur justification de la dépense engagée.

#### Sur l'exécution provisoire :

Par application de l'article 1074-1 du Code de Procédure Civile, les mesures portant sur l'exercice de l'autorité parentale, la pension alimentaire, la contribution à l'entretien et l'éducation de les enfants et la contribution aux charges du mariage, ainsi que toutes les mesures prises en application de **l'article 255** du code civil, sont exécutoires de droit à titre provisoire.

L'exécution provisoire est de droit en matière d'autorité parentale et d'obligation alimentaire.

#### - Sur les dépens :

Les mesures concernant les enfants communs, il convient de faire masse des dépens et de dire que chaque partie supportera la moitié des dépens exposés.

## PAR CES MOTIFS

Le juge aux Affaires Familiales, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, après débats hors la présence du public,

Rappelle que l'autorité parentale sera exercée conjointe par les parents sur les enfants mineurs Maïwen RAVISSOT, née le 4 février 2004, Swan RAVISSOT, né le 12 juillet 2006 et Eden RAVISSOT, née le 10 août 2011,

Rappelle que dans le cadre de cet exercice conjoint de l'autorité parentale, il appartient aux parents de prendre ensemble les décisions importantes de la vie de l'enfant, relatives à la scolarité, à la santé et aux choix religieux éventuels,

Fixe au domicile de la mère la résidence des enfants mineurs,

Dit qu'à défaut de meilleur accord entre les parents, M. Fabien RAVISSOT exercera son droit de visite et d'hébergement:

- les fins de semaines paires du vendredi soir 18 heures au dimanche soir 18 heures,
- la première moitié des vacances scolaires les années impaires et la seconde moitié les années paires, l'été avec un fractionnement par quinzaine,

Dit que les enfants passeront le 24 décembre de 18 h jusqu'au lendemain 11 h chez le père les années paires et chez la mère les années impaires.

Dit que le droit de visite et d'hébergement des fins de semaine est suspendu durant les vacances scolaires.

Dit qu'est pris en compte le calendrier des vacances scolaires de l'académie du lieu de scolarisation des enfants.

Dit que pour l'exercice de ce droit d'accueil, et sauf meilleur accord des parents, les enfants communs devront être pris et ramenés à leur résidence habituelle par le bénéficiaire du droit de visite et d'hébergement ou par une personne digne de confiance et connue des enfants qu'il aura mandatée à cet effet.

Dit que par dérogation, les enfants résideront la fin de semaine englobant la fête des pères chez le père et la fin de semaine englobant la fête des mères chez la mère, les règles habituelles précédemment établies s'appliquant pour les autres fins de semaine du mois considéré.

Dit que si un jour férié ou chômé correspond à un vendredi ou un lundi précédant ou succédant au début d'un droit de visite ou d'hébergement, celui-ci s'exercera sur l'intégralité de la période.

**DIT** que la mère mettra à disposition du père les vêtements propres, chaussures et objets personnels nécessaires à les enfants pour les périodes passées chez le père, lequel veillera à la restitution desdits objets dans l'état dans lequel ils lui auront été remis;

**Dit** que le carnet de santé des enfants, ainsi que leur pièce d'identité s'ils en possèdent une, doivent rester dans les affaires personnelles des enfants pour les suivre chez chacun de leurs parents.

Rappelle que le parent qui vit habituellement avec les enfants doit notifier à l'autre parent tout changement de domicile dans le délai d'UN MOIS à compter de ce changement sous peine des sanctions pénales prévues par l'article 227-6 du code Pénal.

Fixe à la somme de 135 euros par mois et par enfant la contribution du père pour l'entretien et l'éducation des enfants mineurs, soit 405 € par mois au total, somme payable au domicile de Mme Valérie LECLERCQ, mensuellement, d'avance, douze mois sur douze, et avant le 5 de chaque mois, et en sus des prestations familiales et sociales, et ce à compter de la présente décision, et condamne M. Fabien RAVISSOT en tant que de besoin,

Dit que cette contribution est due au-delà de la majorité des enfants, en cas d'études normalement poursuivies et justifiées ou jusqu'à l'obtention d'un emploi rémunéré lui permettant de subvenir à ses besoins,

Dit que cette pension variera de plein droit le 1er janvier de chaque année et pour la première fois le 1er janvier 2021 en fonction des variations de l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé, publié par l'I.N.S.E.E selon la formule suivante :

$$\text{pension revalorisée} = \frac{\text{montant initial de la pension} \times A}{B}$$

dans laquelle B est l'indice de base publié au jour de la décision et A le dernier indice publié à la date de la revalorisation,

Rappelle qu'il appartient au débiteur de la pension alimentaire d'effectuer chaque année la réévaluation de celle-ci selon les modalités susvisées,

Indique aux parties que les indices des prix à la consommation sont communicables par l'INSEE (téléphone : 08.92.68.07.60, ou INSEE [www.insee.fr](http://www.insee.fr)),

Rappelle, conformément aux dispositions de l'article 465-1 du Code de Procédure Civile, qu'en cas de défaillance du débiteur de la pension dans le règlement des sommes dues :

1 ) le créancier peut obtenir le règlement forcé en utilisant à son choix une ou plusieurs voies d'exécution suivantes :

- saisie-attribution dans les mains d'un tiers,
- autres saisies,
- paiement direct entre les mains de l'employeur (saisie-arrêt sur salaire),
- recouvrement direct par l'intermédiaire du Procureur de la République,

2 ) le débiteur encourt les peines des articles 227-3 et 227-29 du Code Pénal,

Rappelle qu'en cas de manquement à l'obligation de payer la pension alimentaire, le parent créancier peut en obtenir le règlement forcé par l'intermédiaire de l'agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires (ARIPA : [www.pension-alimentaire.caf.fr](http://www.pension-alimentaire.caf.fr)) dès le premier incident de paiement en s'adressant à sa caisse d'allocations familiales –CAF- ou caisse de la mutualité sociale agricole –CMSA-, afin de lui demander d'agir en son nom pour obtenir le versement des sommes à venir et recouvrer les pensions alimentaires impayées, partiellement ou

irrégulièrement payées, dans la limite des vingt-quatre derniers mois.

Rappelle que le parent créancier peut également utiliser l'une ou plusieurs voies civiles d'exécution ;

Rappelle que les frais de recouvrement sont à la charge du parent qui a l'obligation de régler la pension alimentaire.

Dit que le père réglera en sus la moitié des frais scolaires, extra-scolaires (limités aux frais d'adhésion), de santé non remboursés, de voyages scolaires, après accord préalable et sur justification de la dépense engagée.

Constate que la présente décision est de plein droit exécutoire par provision.

Condamne chaque partie à supporter la moitié des dépens.

Dit que la présente décision sera signifiée par Huissier de Justice à la diligence des parties conformément aux dispositions des articles 651 et suivants et 1142 du Code de Procédure Civile.

**FAIT A TARBES, le SEIZE NOVEMBRE DEUX MIL VINGT**

**LE GREFFIER**  
DAVID Gwendoline

**LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**  
RIGAULT Anne-Laure

En conséquence la République Française mande et ordonne à tous Huissiers de Justice sur ce requis de mettre la présente décision à exécution.

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux Judiciaires d'y tenir la main,

A tous les Commandants et Officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute des présentes a été signée par le Président et le Greffier.

Pour copie certifiée-conforme à l'original revêtue de la formule exécutoire par le Greffier soussigné,

TARBES, le 16/11/20





**JUGEMENT RECTIFICATIF**  
**DU JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**

JAF 1

N° MINUTE :

21383

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

*Jugement du 31 Mars 2021*

*rectifiant le jugement du 16/11/2020, minute n° 20/904*

**N° RG 20/01809 - N° Portalis DB2B-W-B7E-DXZL**

22C Demande de modification de la contribution à l'entretien des enfants - après divorce ou séparation de corps -

**AFFAIRE :**

**Élodie LECLERCQ divorcée RAVISSOT**

**c/**

**Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**

Nous, Madame RIGAULT Anne-Laure, Vice - Présidente au Tribunal judiciaire de TARBES, étant en notre cabinet au Palais de Justice de ladite ville, agissant en qualité de Juge aux Affaires Familiales, assistée de Madame BOIRON Sylvie, Greffier lors de la mise à disposition au greffe avons rendu le jugement rectificatif dont la teneur suit :

**ENTRE :**

**Madame Élodie LECLERCQ divorcée RAVISSOT**

70 Rue Georges Clémenceau  
65000 TARBES

**DEMANDERESSE**, partie représentée par Me Lizzie ARANDA, avocat au barreau de TARBES

**D'UNE PART**

**ET :**

**Monsieur Fabien Léon, Joseph RAVISSOT**

12 Bis Lotissement Lahitte  
65460 BOURS

**DÉFENDEUR**, partie représentée par la SELARL BAQUE-GIRAL, avocats au barreau de TARBES

**D'AUTRE PART**

### EXPOSE DU LITIGE :

Par jugement en date du 16 novembre 2020, le Juge aux Affaires Familiales du Tribunal judiciaire de TARBES a statué sur les demandes dont il a été saisi par M. Fabien RAVISSOT et Mme Valérie LECLERCQ.

Par requête reçue au greffe le 15 mai 2018, Mme Elodie LECLERCQ a saisi le Juge aux Affaires Familiales du Tribunal judiciaire de TARBES aux fins de voir rectifier l'erreur purement matérielle relative à l'erreur de prénom mentionné en les pages du jugement puisqu'il s'agit de lire : **Mme Elodie LECLERCQ** aux lieu et place de Mme Valérie LECLERCQ.

M. Fabien RAVISSOT a été informé de la saisine et n'a pas émis d'observations.

### MOTIFS,

Selon l'article 462 du Code Procédure Civile, les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande. Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office. Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. Toutefois, lorsqu'il est saisi par requête, il statue sans audience, à moins qu'il n'estime nécessaire d'entendre les parties. La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement. Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation ;

Il est acquis que les erreurs de frappe, les erreurs de plume, les erreurs de rédaction, de calcul constituent des erreurs purement matérielles, non intellectuelles, pouvant être rectifiées.

Or, en les pages du jugement, il a été mentionné le prénom de "Valérie" LECLERCQ aux lieu et place de **Elodie LECLERCQ**.

S'agissant d'une erreur purement matérielle, il convient de rectifier l'erreur matérielle et de dire que le jugement en date du 16 novembre 2020 sera rectifié, la mention « Valérie LECLERCQ » étant remplacée par la mention « Elodie LECLERCQ ».

Il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

### PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort,

Dit que le jugement du Juge aux Affaires Familiales du Tribunal judiciaire de

TARBES en date du 16 novembre 2020 sera rectifié en les pages de la décision, la mention « Valérie LECLERCQ » étant remplacée par la mention « Elodie LECLERCQ ».

Dit que la présente rectification sera mentionnée sur la minute du jugement du Juge aux Affaires Familiales du Tribunal judiciaire de TARBES en date du 16 novembre 2020 et sur les expéditions qui en seront délivrées.

Laisse les dépens de la présente rectification à la charge du Trésor Public.

Rappelle que la présente décision doit être signifiée par un Huissier de justice à la diligence des parties conformément aux dispositions des articles 651 et suivants et 1142 du Code de procédure civile.

**AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ À TARBES, le TRENTE ET UN MARS DEUX MIL VINGT ET UN**

**LE GREFFIER**  
BOIRON Sylvie

**LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**  
RIGAULT Anne-Laure

En conséquence la République Française mande et ordonne à tous  
Huissiers de Justice sur ce requis de mettre la présente  
décision à exécution.

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République  
près les Tribunaux Judiciaires d'y tenir la main,

A tous les Commandants et Officiers de la force publique de  
prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute des présentes a été signée par  
le Président et le Greffier.

Pour copie certifiée-conforme à l'original revêtue de la  
formule exécutoire par le Greffier soussigné,  
TARBES, le

01/04/2021



